



LA SANTÉ DES AGENTS AVANT TOUT

Dans cette période, la CGT Finances Publiques Rhône défend un principe simple : la santé des agents avant tout. Cela passe par la moins de monde possible dans les services et par des mesures d'hygiène exceptionnelles. Les missions doivent donc être limitées au strict nécessaire.

Selon Bercy, la priorité absolue est de verser à tout prix de l'argent dans les caisses des patrons (en considérant comme prioritaire la mission de remboursement de tous les crédits de taxes, et en en allégeant le contrôle).

Ils n'ont d'yeux que pour le profit et garantir les plus-values, aucun regard pour ceux qui produisent ou ceux qui travaillent dans les services publics. Les salariés sont encore trop souvent contraints d'aller travailler pour produire des biens non essentiels et dans des conditions d'hygiène alarmantes.

Nous considérons que seuls la production de biens ou services de première nécessité, essentiellement en lien avec la santé, l'hygiène et l'alimentation ainsi que leur acheminement, doit être maintenue. Toute autre activité nuit sans autre raison que le profit à la santé des salariés !

Les fonctionnaires sont traités avec le même égard : ils ne sont pour le gouvernement que des larbins qui doivent servir les intérêts du patronat.

Le gouvernement organise l'union nationale autour notamment de la loi d'état d'urgence sanitaire. Les patrons et le gouvernement défendent des intérêts totalement opposés à nos préoccupations et en profite pour mettre en cause les RTT et CA, les horaires hebdomadaires. Sauver des vies c'est s'opposer dans l'unité syndicale et politique, avec toutes les forces de gauche, à l'union sacrée qui tend à faire passer la santé des salariés et des fonctionnaires au second plan.

La CGT Finances Publiques Rhône sait de quoi elle parle. Cela fait plus d'une semaine que nous tentons de faire entendre raison à la Direction.

Nos responsables de la DRFiP n'ont pas immédiatement pris les mesures nécessaires. La direction a continué à faire travailler des agents sur les sites bien avant de se préoccuper de les protéger. Pendant ce temps, le virus continue de se transmettre !

La poursuite de missions pas forcément indispensables passe avant la santé des agents. **Il y a urgence à stopper tout ce qui n'est pas nécessaire !**

La seule parole crédible est celle des gens de terrain, des médecins, infirmières, urgentistes : Tous disent qu'il faut absolument stopper toutes les activités mettant les personnes en contact les unes avec les autres, et qu'ensuite, il faut n'autoriser que celles strictement indispensables !

Dans cette période et comme toujours, le rôle de la CGT Finances Publiques est de se trouver auprès des agents. Ce combat n'est pas vain. Certaines mesures que nous portons depuis 10 jours commencent à être mises en place. Que de temps perdu !

Et que dire de la communication de la Direction. Dès le vendredi 13 mars à 7h30, la section est intervenue et a insisté pour obtenir une réunion d'information. Lors de celle-ci, la DRFiP a indiqué attendre les consignes de la DG. Le dimanche 15 mars, la fermeture des restaurants administratifs et des accueils étaient annoncés pour le lendemain. Aucune communication sur Ulysse ou par message directs aux agents n'a permis de lever les questions légitimes que chacun se posait : Mesures de préventions, dispositifs de protection, gestion des circulations dans les locaux, solutions pour la restauration ... Le bon sens n'avait pas atteint la tour d'ivoire !

L'annonce par le Président Macron d'un confinement a accentué le phénomène. Les agents attendaient des consignes claires et précises de la DG et de la DRFiP.

Chacun a été appelé à se débrouiller avec des infos partielles et à choisir individuellement de se retirer de sa situation de travail pour sauver sa peau. Il est évident que toutes les hésitations à prendre et communiquer des décisions ont pesé sur la propagation du virus et exposé les agents plus que le contexte le nécessitait.

La CGT condamne cette attitude irresponsable. Du gouvernement jusqu'à notre DRFiP l'amateurisme le plus total a été à l'oeuvre.

La CGT demande l'information du CHSCT soit pleine, entière et régulière pour qu'enfin un principe simple soit respecté : la santé des agents avant tout !